12 octobre 2026 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration du Président de la République depuis le Mondial de l’Auto.

Emmanuel MACRON

Heureux d’être avec vous ici pour cette nouvelle édition du Mondial de l’auto. C’est un salon important pour nous, pour l’industrie, l’industrie française mais aussi européenne. Je pense que c'est très bien qu'on se retrouve aujourd'hui avec un salon, on le voit, qui vraiment a retrouvé une grande forme.

Alors le marché européen reste difficile, on le sait, on connaît les chiffres, surtout sur la période d'après-Covid, mais on a des industriels qui innovent, qui accélèrent et je crois que les derniers jours en particulier, ce que nous sommes en train de consolider, permet d'aller dans la bonne direction. D'abord parce qu'un accord a été conclu, qui est le début d'un processus entre l'Union européenne et la Chine, qui va permettre de mieux protéger le marché européen de la concurrence déloyale, et en particulier sur les hybrides. C'est le fruit d'un travail, vous le savez, depuis plusieurs années, dans lequel nous avons souhaité rétablir une concurrence juste et loyale entre Européens et non-Européens lorsqu'il y avait des éléments de sur-subventions ou des concurrences déloyales. Donc ça, c'est un premier point.

Le deuxième, on a une industrie qui innove, qui avance, qui accélère et on veut l'accompagner. C'est le sens de ce que la France a porté ces dernières années en matière d'électrification, avec des résultats d'ailleurs qui sont explicites. On a plus de 40 % des véhicules vendus en septembre 2026 qui sont des véhicules électriques. Cette électrification qui permet une réindustrialisation, on a 4 *gigafactories* de batteries électriques. On produit beaucoup de ces véhicules en France et en Europe. Donc on est en train d'accélérer l'électrification et l'industrialisation.

Troisième élément, on est en train aujourd'hui aussi de conclure, de finaliser un accord avec nos partenaires allemands pour que l'Europe puisse avancer afin justement de mieux protéger notre industrie et de garder nos objectifs de décarbonation, améliorer notre compétitivité, et renforcer notre souveraineté. Cet accord, il est imminent. C'est celui qui va permettre en partie d'avoir les bonnes flexibilités, de trouver aussi un accord sur le contenu européen. Je finirai sur ce point, c'est qu'on a besoin de défendre un contenu européen pour les véhicules, pour aussi l'ensemble des composants de ces véhicules, et c'est pour nous très important qu'on préserve cette souveraineté européenne et cette capacité à produire en Europe.

Au-delà de ces grands sujets, qui est au fond de renforcer notre industrie, de la consolider, de permettre de relever nos défis qui sont à la fois le climat, la souveraineté et la compétitivité, on aura l'occasion, y compris au cours de ce salon, de revenir sur le véhicule autonome, qui est aussi un des défis qu'on a devant nous, qui est très important pour l'innovation européenne, dans lequel on veut avoir une Europe qui prend toute sa place, et donc montrer qu'on est ouverts à ces innovations. Mais on veut là aussi que notre chaîne de valeur puisse pleinement en bénéficier. En tout cas, moi, j'invite l'ensemble de nos compatriotes à continuer d'avancer, d'accompagner et d'avoir confiance dans leur industrie automobile. En venant ici, je veux aussi redire à la fois notre fierté et notre volonté d'accompagner l'ensemble des industriels ici présents.

Journaliste

Bonjour, Monsieur le Président. Est-ce que vous approuvez la décision de Donald Trump d'acheter du diesel russe pour faire baisser le prix du carburant ? D'une manière plus large, à la lumière de ses dernières déclarations, est-ce qu'on peut considérer que le président américain est en train de lâcher l'Ukraine au bénéfice de la Russie ?

Emmanuel MACRON

Je pense qu'il ne peut y avoir de réouverture sur les sujets énergétiques que s'il y a une vraie trêve des deux côtés. Je n'ai pas constaté ces 48 dernières heures de trêve énergétique du côté russe. Donc on a toujours dit les choses de manière très claire, et d'ailleurs le président Trump l'a lui-même présenté comme tel en disant : « *J'ai obtenu une trêve des deux côtés* ». Les faits sont là, qui disent que les Russes ont continué de bombarder des infrastructures énergétiques dans les dernières heures. J'aurai l'occasion de lui parler tout à l'heure. Je pense qu'il faut qu'on soit collectivement sérieux.

On n'a aujourd'hui, je crois, aucune raison factuelle de changer notre position. La Russie continue de bombarder à la fois les civils et les infrastructures en Ukraine. Donc oui, pour chercher un cessez-le-feu, sur l'énergie et, je dirais aussi, sur la mer Noire, et reprendre des discussions de paix, non pour céder face, au fond, à la menace russe.

Nous sommes après favorables à continuer d'œuvrer de manière coordonnée pour baisser les prix du carburant pour l'ensemble de nos compatriotes et sécuriser le gaz. C'est exactement le sens du G7 que nous avons tenu, c'est-à-dire pas de restrictions d'export entre les partenaires du G7 et la libération de stocks stratégiques. Ce que la France est d'ailleurs en train de faire.

Journaliste

Alors justement, Monsieur le Président, on attaque une semaine de contestations sociales importantes sur fond, vous l'avez dit, d'explosion du prix du carburant, avec une journée importante samedi. Est-ce que vous avez encore des marges de manœuvre pour faire baisser le prix des carburants ? Les Français que l'on rencontre le demandent, en tout cas demandent à ce que ce prix baisse encore un peu plus, comme les Espagnols par exemple l'ont fait. Est-ce que vous avez des marges de manœuvre et, si oui, lesquelles ?

Emmanuel MACRON

Alors, la première chose, c'est que les carburants montent à cause de la géopolitique. Et donc le cœur du travail qui est le nôtre, c'est de tout faire pour faciliter à la fois le transit à travers Ormuz et Yanbu. Nous avons des moyens et des capacités pour aider à sécuriser d'ailleurs certains de ces sites qui sont sur place. C'est ensuite réduire le coût de transport, et donc c'est tout le travail qu'on est en train de faire avec les transporteurs pour améliorer les mécanismes d'assurance et baisser ce coût qui a été multiplié par 10.

Enfin, c'est avec la libération des stocks stratégiques et les discussions, en particulier avec nos grandes entreprises, qui permettent de faire qu'à la pompe, ce prix soit le plus bas possible. C'est le sens de ce que le Premier ministre a annoncé la semaine dernière. Aujourd'hui se tiennent des réunions en ce sens avec l'ensemble des distributeurs. Donc le Gouvernement est à la manœuvre pour justement baisser ces prix au maximum, mettre la pression et donc baisser les marges aujourd'hui du côté raffineurs et utiliser à plein la libération de ces stocks stratégiques pour aider à baisser les prix à la pompe. Il y a ensuite eu des mécanismes d'accompagnement qui ont été décidés et annoncés par le Gouvernement, comme le Premier ministre et les ministres l'ont dit, ils accompagneront l'évolution et ensuite il y aura des débats parlementaires et ceux-là je ne veux pas les préempter.

Journaliste

Monsieur le Président, le mouvement des lycéens continue. Demain, il va y avoir une nouvelle mobilisation. Est-ce que le Gouvernement ne doit pas apporter de nouvelles réponses pour répondre aux revendications ?

Emmanuel MACRON

Je pense que la plateforme qui a été mise en place et les discussions qui doivent se structurer dans chaque lycée sont importantes. Pour ma part, je les souhaite. Je vous rappelle qu'il y a quelques années, nous avions lancé ces conseils nationaux de la refondation locaux, invitant d'ailleurs les communautés pédagogiques, les familles, les élèves, les maires, les responsables de périscolaire à se mettre autour d'une table pour améliorer les choses, que nous nous sommes battus pour améliorer le remplacement des professeurs. On a beaucoup baissé durant mon premier mandat les non-remplacements longs. Il y a encore, même quand on arrive à 95 %, les 5 % qui restent, c'est toujours trop. On s'est attaqués ensuite aux non-remplacements courts, les moins de 15 jours. Donc on ne découvre pas ce chantier. Il faut continuer d'œuvrer, c'est le sens aussi des annonces qu'a faites le ministre de l'Éducation nationale. On sait aussi qu'il y a la question de l'aménagement des horaires, qui est une demande forte de nos lycéens. J'avais souhaité une convention citoyenne sur ce sujet des rythmes scolaires. On sait les difficultés que ça soulève. J'ai pu noter aussi le faible consensus qu'il y avait. Il faut à coup sûr remettre cette question sur la table. Je pense qu'elle est très importante. Tout ça, ce sont des sujets qui méritent du temps, de la concertation, de la discussion, du respect. Ceci impose par ailleurs que ça soit fait dans le calme, dans l'ordre et dans le respect à la fois des personnes et des biens. Le Gouvernement avance. Les ministres, le ministre de l'Éducation nationale, la ministre en charge de l'apprentissage, l'ensemble des ministres concernés sont sur le terrain aussi pour mener ce travail d'écoute, de concertation puis de décision.

Journaliste

Et sur les nouvelles réponses ?

Emmanuel MACRON

Les choses avancent, mais je le dis, on ne va pas sauter comme des cabris pour dire qu'il y a des choses de neuves chaque jour. Il faut les faire, déjà, les choses. Il ne faut pas annoncer chaque jour des choses, il faut les faire, et les faire prend du temps. Il faut être sérieux.

Journaliste

Vous avez dit la semaine dernière qu'il y avait une forme de culot à cette mobilisation des lycéens. Est-ce que ça veut dire que, d'une certaine partie, vous la soutenez ? Vous dites qu'ils ont raison d'exprimer leur mécontentement ?

Emmanuel MACRON

Non, le Président de la République… D'abord, tout dépend de ce qu'on met derrière. Qu'il y ait des lycéens qui s'expriment, qui réfléchissent à leur avenir, à l'amélioration de leurs conditions de travail, d'apprentissage, devrais-je dire, et qui réfléchissent à leur avenir et veulent se saisir de ces grandes questions, je pense que c'est une bonne chose. C'est le cas d'ailleurs de ce qui doit se faire dans la vie lycéenne. Donc ça, je suis toujours là pour l'accompagner, lui donner sa place, et je pense que c'est ce qu'on doit à cette génération. Je vois aussi que c'est une génération, vous savez, il faut qu'on regarde exactement ce qui est en train de se passer. Nos lycéens d'aujourd'hui, ce sont les jeunes collégiens qui ont vécu le Covid. C'était les jeunes qui étaient en école primaire au moment des attentats. Donc c'est des générations qui ont traversé des épreuves avec toute la nation. Ça, on doit le regarder en face. C'est aussi la fin d'une génération qui a été très nombreuse parce que ce sont les dernières générations où il y a beaucoup d'élèves par classe, malgré les efforts qu'on a pu faire, parce qu'ils étaient plus nombreux. Juste après eux, il y aura moins d'élèves par classe parce que, malheureusement pour notre pays, il y a eu moins de naissances. Donc c'est une jeunesse qui est aussi confrontée à de vrais défis. Donc ça, on doit l'accompagner, on doit l'aider, on doit la mettre en situation de mieux apprendre.

Après, moi, je ne saurais évidemment pas approuver en quoi que ce soit ou justifier quelque violence. Et ce qu'on a pu voir chez les lycéens et chez tous ceux qui, n'étant plus lycéens, viennent profiter de tout cela pour brûler, détruire ou conduire des violences, ça, c'est inacceptable.

Journaliste

C'est alimenté par des partis politiques ?

Emmanuel MACRON

Tout a été dit là-dessus et je crois que c'est assez clair pour dire que dans plusieurs endroits, oui, il y a eu une volonté de récupérer. Mais, encore une fois, ça, il faut le condamner parce qu'on a besoin d'ordre et de respect. Ça ne doit pas simplement nous conduire à ne pas regarder en face tout ce qui doit être considéré et accompagné. Mais on a besoin, pour que les choses avancent, que les discussions se passent dans le calme, dans l'esprit de responsabilité, pour qu'elles donnent lieu à des décisions.

Journaliste

L'accord avec Berlin sera annoncé quand, s'il vous plait ?

Emmanuel MACRON

Le plus tôt possible. On est en train de le finaliser. Écoutez, j'espère, après il y a des contraintes aussi politiques outre-Rhin et je respecte totalement les discussions de coalition. Donc en tout cas, on est à deux doigts d'un accord qui est très important parce que c'est celui qui va permettre de définir le périmètre géographique pour l'accélérateur industriel et nos grandes décisions. C'est celui qui va permettre d'avoir une approche pragmatique de nos objectifs de décarbonation, de définir le contenu européen, d'avoir des mesures pour les véhicules dits légers. Il y a tout un tas de mesures qui sont très importantes, qu'on va finaliser dans cet accord, qui sont attendues et qui ont fait l'objet d'un très gros travail entre nos gouvernements. Donc on va continuer d'œuvrer. Ça, en plus des mesures de protection face à la concurrence déloyale, c'est ce qu'attend légitimement l'ensemble des industriels.

Journaliste

Vous avez fait un pas sur les émissions de CO2 ?

Emmanuel MACRON

On fait un pas sur tout, mais tant que ce n'est pas finalisé, je ne vais pas ici...

Journaliste

Est-ce que la France est prête à parler sur ce sujet...

Emmanuel MACRON

Je ne vais pas ici donner les termes d'un accord qui n'est pas finalisé. Je vous dis simplement que c'est une question, je l'espère, d'heures, si ce n'est d'heures, de jours. Voilà. Merci beaucoup.

Journaliste

Monsieur le Président, un commentaire sur le fait que Raphaël Glucksmann a été désigné candidat par la primaire ?

Emmanuel MACRON

Alors vraiment, j'ai déjà répondu à beaucoup de questions qui n'ont rien à voir avec le Salon de l'automobile, vous l'aurez noté. Donc je vais maintenant aller sur le Salon de l'automobile et avec les industriels parce qu'ils m'attendent et je ne ferai aucun commentaire politique parce que ça n'est pas mon rôle. On continue. Merci beaucoup.